



### **Les participants au sommet d'Abuja recherchent les moyens de vaincre durablement Boko Haram.**

Mesurer le chemin parcouru depuis la rencontre du 17 juillet 2014 à Paris, le résultat relevait plutôt du secret de Polichinelle : Boko Haram est affaibli, mais sa menace demeure. Du coup, l'enjeu du rendez-vous de la semaine dernière tenait davantage à la dimension et à la qualité de la mobilisation, comme gage des pays de la sous-région à faire face à l'ennemi commun et de la communauté internationale à les accompagner, dans cette guerre qui se veut globale.

Sur ce plan, le sommet d'Abuja est sans doute allé au-delà des espérances. Un record dans la participation : huit chefs d'Etat d'Afrique centrale ou occidentale, en plus de François Hollande, le président français, initiateur de la toute première rencontre. L'on retrouvait ainsi, comme à Paris, le président du Nigeria, hôte du sommet, en la personne du président Muhammadu Buhari, élu l'an dernier et porteur d'un élan nouveau à combattre la secte terroriste. L'on retrouvait également les trois autres chefs d'Etat de la ligne du front : Paul Biya du Cameroun, Idriss Deby Itno du Tchad et Mouhamadou Youssoufou du Niger. Mais aussi, Pascal Talon, nouvellement élu au Bénin, Etat pourvoyeur de la Force multinationale mixte. A eux, se sont joints les chefs d'Etat du Gabon, Ali Bongo Ondimba, du Togo, Faure Eyadema et du Sénégal, Macky Sall, ainsi que le Premier ministre de Guinée équatoriale, de même que ceux du Ghana et de Centrafrique. Même record de mobilisation de la part des

accompagnateurs. En plus des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne présents, il y a deux ans, à Paris, l'on notait l'arrivée de la Chine, de la Banque africaine de Développement, des Nations unies, de la Coopération islamique, la Banque mondiale, du Fonds monétaire international...

Les chefs d'Etat ont pris, tour à tour, la parole, à une exception près, Macky Sall ayant parlé pour l'ensemble de la communauté des Etats de l'Afrique occidentale (CEDEAO). Des représentants des pays-partenaires et de l'Union européenne. L'on se félicite des progrès accomplis au plan militaire, Boko Haram étant dispersé et ses membres réduits à se cacher. Mais l'on ressent de l'amertume, dans la mesure où l'on « *continue à compter des morts* ». Et que les 270 lycéennes de Chibok, dont la libération figurait parmi les priorités à Paris, demeurent entre les mains des ravisseurs. Des mots et des qualificatifs durs pour les actes de ces derniers : « *barbarie* », « *obscurantisme* », « *lâcheté* », « *massacres* », « *viols* »... Il y a en plus, les deux millions de déplacés dont 20 000 enfants, six millions d'orphelins, 1 600 points d'eau et 200 centres de santé détruits, 210 000 réfugiés nigériens dans les pays voisins. Il y a heureusement, en face, l'engagement de continuer à se serrer les coudes, à agir en synergie.

L'on s'accorde à dire que la guerre ne sera totalement gagnée qu'en attaquant le mal par la racine : la pauvreté et le sous-développement. Il faut créer un climat de confiance, des conditions pour le retour des réfugiés, des emplois pour les jeunes, reconstruire et poser des infrastructures de développement, convient-on. Des chiffres sont proposés. François Hollande parle d'une assistance engagée depuis l'an dernier à hauteur de 17 millions d'euros. Il annonce le lancement prochain d'une « *initiative Lac Tchad* » de l'Agence française de développement, dans le sillage de la COP21, le sommet de l'année dernière dans la capitale française sur le climat. Avec à la clef, des projets agricoles et dans d'autres domaines favorisant la création d'emplois et le développement. L'Union européenne annonce 90 projets sur cinq en soutien à la région du Lac Tchad, pour un total de 1,4 milliard d'euros. Et le Royaume-Uni 30 millions de livres sterling pour l'assistance humanitaire.

© MONDA BAKOA, envoyé spécial à Abuja, cameroon-tribune.cm